

BFA-2008-R-79342

DECRET N° 2008-275/PRES/PM/MEF du 20 mai 2008 portant approbation des statuts particuliers du Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES). JO N°28 du 10 juillet 2008

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2007-381/PRES/PM du 10 juin 2007 portant composition du Gouvernement ;

VU la loi n°004-2005/AN du 24 mars 2005 portant définition et réglementation des Fonds nationaux de financement ;

VU le décret n°2005-557/PRES/PM/MFB du 27 octobre 2005 portant statut général des Fonds nationaux de financement ;

VU le décret n°2007-424/PRES/PM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU le décret n° 2008-274/PRES/PM/MEF du 20 mai 2008 portant érection du Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES) en Fonds national de financement ;

Sur rapport du Ministre de l'économie et des finances ;

LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 4 juillet 2007 ;

D E C R E T E

ARTICLE 1 : Sont approuvés les statuts particuliers du Fonds Burkinabé développement économique et social (FBDES) dont le texte est joint en annexe.

ARTICLE 2 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

ARTICLE 3 : Le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Ouagadougou, le 20 mai 2008

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Tertius ZONGO

Le Ministre de l'économie et des finances

Jean-Baptiste Marie Pascal COMPAORE

FONDS BURKINABE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (FBDES)

STATUTS PARTICULIERS

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I Champ d'application

Article 1 : En application de la loi n° 004-2005/AN du 24 mars 2005, portant définition et réglementation des fonds nationaux de financement et du décret n° 2005-557/PRES/PM/MFB du 27 octobre 2005, portant statut général des fonds nationaux de financement, l'organisation, l'administration et le fonctionnement du Fonds burkinabé de développement économique et social (FBDES) sont régis par les dispositions des présents statuts particuliers.

CHAPITRE II Missions et domaines d'intervention

Article 2 : Le FBDES est un fonds national de financement bénéficiant de la

personnalité morale et des prérogatives de droit public, doté d'un patrimoine et de moyens de gestion propres.

Article 3 : Il a pour missions de soutenir la réalisation d'opérations de développement économique et social. A ce titre, il est particulièrement chargé :

- d'acquérir des actions, des obligations et des parts sociales ou d'apporter son concours sous forme de prêt direct, de garantie ou d'aval dans le cadre de la création d'entreprises nouvelles et le développement d'entreprises existantes dans les secteurs jugés prioritaires ;

- de diffuser par cession aux personnes morales ou physiques, publiques ou privées de nationalité burkinabé, les actions et obligations qu'il détient dans son portefeuille. Toutefois, les actions et les obligations prises en portage pourront être cédées à toute personne morale quelle que soit sa nationalité ;

- d'apporter son appui financier aux structures publiques ou privées intervenant dans le soutien à la production et dans la lutte contre le chômage.

-

Article 4 : Les domaines d'interventions du FBDES sont les suivants :

- les prises de participations à titre d'actionnaire ou en portage ;

- la souscription d'obligations ;

- les cautions sous forme d'aval ou de dépôt en garantie ;

- les opérations de crédit.

Toutefois et à titre exceptionnel, le FBDES peut accorder des subventions non remboursables à certaines structures à la demande de l'Etat.

Article 5 : Les conditions et les modalités d'intervention du FBDES dans les domaines visés à l'article 3 ci-dessus sont définies par arrêté du Ministre chargé des finances sur proposition du Conseil de gestion du FBDES.

CHAPITRE III Ressources

Article 6 : Le FBDES est alimenté par :

- les produits de rétrocession et les revenus de son portefeuille ;
- les produits des activités du FBDES définies à l'article 3 ci-dessus ;
- les dotations budgétaires ;
- le financement extérieur ;
- les ressources de toute nature qui pourraient lui être spécialement attribuées.

TITRE II : TUTELLE

Article 7 : Le FBDES est placé sous les tutelles technique et financière du Ministre chargé des finances.

Article 8 : Le Ministre de tutelle est chargé de veiller à ce que les activités du FBDES s'insèrent dans le cadre de la politique financière du Gouvernement et que la gestion soit la plus saine et la plus efficiente possible.

- A cet effet, il :
 - . fixe les conditions et limites des concours du FBDES ;
 - . fixe les normes de gestion ;
 - . approuve les décisions du Conseil de gestion.

TITRE III : ADMINISTRATION ET GESTION

Article 9 : Les organes d'administration et de gestion du FBDES sont :

- . le Conseil de gestion,
- . la Direction.

Chapitre 1 – Le Conseil de Gestion

1.1. Nomination des membres

Article 10 : L'administration du FBDES est assurée par un Conseil de gestion

dont les membres sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres pour un mandat de trois (03) ans renouvelable une seule fois, sur proposition du Ministre Chargé des Finances.

Le président du Conseil de gestion est nommé par décret pris en
Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des
finances pour un mandat de trois ans renouvelable une fois. .

En cas de cessation de fonction d'un membre pour quelque motif que ce soit, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions et pour une durée de trois ans.

1.2. Composition

Article 11 : Le Conseil de gestion est composé comme suit :

aux (02) représentants du Ministère chargé des finances, dont la Direction du trésor et de comptabilité publique qui assure la présidence ;

un (01) représentant de la Présidence du Faso ;

. un (01) représentant du Ministère chargé de la promotion de l'entreprise ;

. un (01) représentant du Ministère chargé du travail, et de la sécurité sociale ;

. un (01) représentant de la Chambre de commerce et d'industrie ;

En cas d'empêchement du président, la présidence de la session du Conseil de gestion est assurée par le second représentant du Ministère chargé des Finances.

Les membres du Conseil de gestion ne peuvent déléguer leur mandat qu'en se faisant représenter à une session du conseil par un autre membre régulièrement nommé. En ce cas, la délégation de pouvoir n'est valable que pour la session pour laquelle elle a été donnée. Aucun membre ne peut détenir plus d'une délégation à la fois.

1.3. Fonctionnement et attributions

-

Article 12 : Le Conseil de gestion se réunit deux fois par an en session

ordinaire pour approuver d'une part les états financiers annuels de l'exercice écoulé, d'autre part, le budget, le programme d'activités de l'exercice à venir.

Dans le cadre de l'examen des demandes de financement, de prise de participations, d'obligations et d'octroi de cautions, le Conseil de gestion se réunit une fois par trimestre.

Il peut se réunir en session extraordinaire, soit sur convocation de son président, soit à la demande du tiers de ses membres chaque fois que l'intérêt du FBDES l'exige. Dans toutes ses sessions, le Conseil de gestion ne peut valablement délibérer que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents ou dûment représentés.

Les délibérations du Conseil de gestion sont prises à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

Article 13 : Nul membre du Conseil de gestion ne peut être membre à la fois

de plus de deux (02) organes d'administration de fonds nationaux de financement.

-

Article 14 : Le Conseil de gestion assure la responsabilité administrative du

FBDES et définit sa politique.

Il est obligatoirement saisi de toutes les questions d'importance pouvant influencer la bonne marche du FBDES.

De façon particulière, il examine et adopte :

- les programmes et rapports d'activités ;
- les états prévisionnels de recettes et de dépenses ;
- les états financiers annuels ;
- les conditions d'emploi du personnel ;
- les conditions d'éligibilité au financement du FBDES ;
- les conditions de prise de participation à titre d'actionnaire ou en portage et d'obligations ;
- les conditions d'octroi de caution sous forme d'aval ou de dépôt en garantie ;
- les demandes de financement dépassant le seuil délégué au comité de prêt et au Directeur .

Article 15 : Le Conseil de gestion peut pourvoir au remplacement du Directeur général si celui-ci est défaillant ou s'il a commis une faute grave de gestion.

Article 16 : Les délibérations du Conseil de gestion sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le Président et le Directeur qui assure le secrétariat.

Article 17 : Le Conseil de gestion est responsable devant le Conseil des Ministres. Ses membres peuvent être remplacés pour juste motif notamment pour :

- non participation aux sessions annuelles obligatoires ;
- adoption de décisions dont les conséquences sont désastreuses pour les finances du FBDES ou contraires aux intérêts de celui-ci.

-

Article 18 : La tenue des sessions obligatoires du Conseil de gestion incombe

au Président qui doit établir la preuve de sa diligence en cas de non-respect des dispositions du présent article.

-

Article 19 : Assiste aux sessions du Conseil de gestion en qualité d'observateur,

un représentant du service de la Direction du trésor et de la comptabilité publique, chargé du suivi des fonds nationaux de financement.

Ce représentant n'a pas droit de vote mais a pour rôle d'éclairer et de donner des avis motivés.

Article 20 : Les membres du Conseil de gestion sont rémunérés par des

indemnités de fonction dont le montant est fixé par arrêté du Ministre chargé des Finances sur proposition du Conseil de gestion.

Article 21 : Dans le cadre de l'examen des demandes de prêt, de prise de participation, d'obligations et d'octroi de cautions, le Conseil de gestion se fait assister par un comité de prêt et de prise de participation comprenant :

- un cadre de la Direction du trésor et de la comptabilité publique, représentant le Président du Conseil de gestion ;
- un analyste financier ;
- un juriste ;
- spécialiste en opérations de banque.

La présidence du Comité de prêt et de prise de participation est assurée par le représentant du Président du Conseil de gestion.

La Direction assiste aux réunions du comité de prêt avec

voix consultative. Elle en assure le secrétariat.

Article 22 : Le Comité de prêt et de prise de participation est chargé de l'étude :

- s dossiers de crédit soumis au financement du FBDES dont le montant est supérieur au seuil délégué au Directeur ;
- s dossiers de prise de participation à titre d'actionnaire ou en portage et d'obligations ;
- s dossiers d'octroi de cautions sous forme d'aval ou de dépôt en garantie.

Il requiert l'approbation du Conseil de gestion lors de sa plus proche session trimestrielle.

Article 23 : Avant la saisine du comité de prêt et de prise de participation, tous les dossiers qui lui sont soumis, font l'objet d'un travail préparatoire par le Directeur : constitutions des dossiers, leur exhaustivité, leur recevabilité, vérification de conformité des différentes pièces, visites de terrain etc.

Article 24 : Dans toutes ses réunions, le comité de prêt et de prise de

participation ne peut valablement procéder aux études des dossiers que si les trois quart (3/4) de ses membres sont présents.

Article 25 : Les membres de comité de prêt et de prise de participation sont

rémunérés par des jetons de présence dont le montant est fixé par

le Conseil de gestion.

Chapitre 2 – La Direction

-
Article 26 : Le Fonds est dirigé par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de l'économie et des finances.

Le Directeur est appuyé dans sa mission par trois (03) services chargés respectivement de :

- . l'analyse des dossiers, de leurs engagements et de la gestion du portefeuille ;
- . administration et des finances ;
- du suivi et du recouvrement.

Article 27 : Le Directeur détient les pouvoirs les plus étendus pour

agir au nom du Conseil de gestion. A ce titre :

- il est ordonnateur principal du budget du FBDES ;
- il assume en dernier ressort la responsabilité de la direction technique, administrative et financière du FBDES qu'il représente dans les actes de la vie civile notamment à l'égard des tiers et des promoteurs ;
- il prépare les délibérations du Conseil de gestion et en exécute les décisions. Il prend à cet effet toutes initiatives et, dans la limite de ses attributions, toutes décisions.

Toutefois, le Conseil de gestion ne peut lui déléguer ses compétences dans les matières suivantes :

- examen et approbation du projet de budget, des conditions d'émission des emprunts et des états financiers ;
- acquisitions, transferts et aliénations de patrimoine immobilier du FBDES ;
- prise de participation à titre d'actionnaire ou en portage et d'obligations ;
- consentement de prêts directs aux promoteurs dont le montant serait supérieur au seuil fixé par le Conseil de gestion ;
- octroi de caution sous forme d'aval ou en dépôt de garantie dont le montant serait supérieur au seuil fixé par le Conseil de gestion.

-

Article 28 : En tant qu'ordonnateur principal, le Directeur peut

déléguer sous sa responsabilité tout ou partie de ses pouvoirs.

Toutefois, la délégation ne peut en aucun cas être confiée au responsable financier.

-
Article 29 : Le Directeur nomme aux emplois les agents du FBDES, gère le personnel et assure la discipline dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

-
Article 30 : Le Directeur assiste à toutes les sessions du Conseil de gestion avec voix consultative et en assure le secrétariat.

TITRE IV – DISPOSITIONS FINANCIERES, COMPTABLES **ET DE CONTROLE**

Chapitre 1 – Etats financiers

Article 31 : A la fin de chaque exercice d'exécution du budget, il est établi des états financiers annuels en cinq (05) exemplaires certifiés réguliers et sincères par un Commissaire aux comptes.

Article 32 : Les états financiers annuels certifiés accompagnés du rapport d'activités sont soumis par le Directeur du FBDES au Conseil de gestion dans les six (06) mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Article 33 : Les états financiers certifiés et examinés par le conseil de gestion sont soumis au Ministre chargé des finances pour avis et transmission à la Cour des comptes dans les neuf (09) mois suivant la clôture de l'exercice.

Chapitre 2 – Opérations

-

Article 34 : Le FBDES ne peut exercer ses activités que dans le cadre de ses

domaines d'intervention tels que ressortant des dispositions de l'article 3 des présents statuts particuliers. Toute adjonction d'activités nouvelles nécessite une modification préalable du statut particulier, adoptée après délibération du Conseil des Ministres.

Article 35 : Les taux et conditions de ses opérations avec les promoteurs

doivent être soumis à l'homologation préalable du Ministre chargé des finances. Des barèmes imprimés indiquant les taux et conditions des opérations tels qu'ils ont été homologués doivent être tenus à la disposition des promoteurs.

Article 36 : Le FBDES ne peut émettre d'obligations quelqu'en soit le terme, que s'il y a été autorisé par le Ministre chargé des finances, sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires relatives aux émissions d'obligations.

La demande d'autorisation indique l'activité justifiant l'émission des obligations ainsi que les modalités de l'émission, de l'emploi et de la restitution des fonds.

Article 37 : Le FBDES ne peut se livrer, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, à des activités commerciales, industrielles, agricoles ou de service, sauf dans la mesure où ces opérations sont nécessaires ou accessoires à l'exercice des activités entrant dans ses domaines d'interventions ou nécessaires au recouvrement de ses créances.

Chapitre 3 - Comptabilité, contrôles

Article 38 : Afin de pouvoir rendre compte fidèlement de ses opérations de crédit, de prise de participation et d'octroi de la caution, le FBDES est tenu d'établir ses comptes sous une forme consolidée. Les arrêts de compte doivent intervenir au 31 décembre de chaque année. Cependant, en cours d'exercice, une situation intermédiaire des comptes doit être dressée à l'attention du président du Conseil de gestion.

Article 39 : Le FBDES est soumis au contrôle et à l'inspection des différents corps de l'Etat habilité à cet effet, notamment :

- la Cour des comptes ;
- l'Inspection générale d'Etat ;
- l'Inspection générale des finances ;
- l'Inspection générale du trésor ;
- les structures de suivi et de contrôle des fonds nationaux de financement de la Direction du trésor et de la comptabilité publique ;

Article 40 : Le FBDES pourra se doter d'un service de contrôle interne chargé notamment :

- de comparer périodiquement les résultats avec les prévisions ;
- d'interpréter les écarts et de proposer les mesures correctives nécessaires ;
- de contrôler le respect des procédures comptables et administratives.

Chapitre 4 -Commissariat aux Comptes

-

Article 41 : Avant leur examen par le Conseil de gestion, les états financiers annuels du FBDES sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes.

Article 42 : Le Commissaire aux comptes est nommé par le Conseil de gestion sur la base des dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour un mandat de trois (3) exercices sociaux renouvelables.

Le Commissaire aux comptes perçoit des honoraires dont le montant est fixé par le

Conseil de gestion.

TITRE V - AUTORISATIONS DIVERSES

Article 43 : Sont subordonnées à l'autorisation préalable du Ministre chargé des finances, les opérations suivantes relatives au FBDES :

- . toute modification de la forme juridique, des domaines d'intervention ou de la dénomination ;
- . toute opération de fusion par absorption ou création d'une structure nouvelle ;
- . toute dissolution anticipée.

TITRE VI – PERSONNEL

Article 44 : Le personnel du FBDES comprend :

- . Les agents contractuels recrutés par le FBDES gérés selon les dispositions de la loi n° 033-2004/AN du 14 septembre 2004 portant Code du travail ;
- . Les agents de l'Etat détachés auprès du FBDES.

Article 45 : Les recrutements du personnel contractuel sont autorisés par le Conseil de gestion.

TITRE VII – INTERDICTIONS – SANCTIONS

Article 46 : Dans le cadre de ses activités visées à l'article 3, le FBDES ne peut pas accorder directement ou indirectement des crédits aux personnes qui participent à son administration, sa gestion, son fonctionnement ou son contrôle.

La même interdiction s'applique aux entreprises dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent une part du capital social.

Article 47 : Toute infraction aux dispositions des présentes est passible des sanctions prévues par les textes en vigueur.

TITRE VIII – DISPOSITIONS FINALES

Article 48 : Pour les cas non prévus par les présents statuts, il sera fait recours aux dispositions légales et réglementaires en vigueur au Burkina Faso, et notamment la loi N°004-2005/AN du 24 mars 2005 portant définition et réglementation des fonds nationaux de financement et le décret N°2005-557/PRES/PM/PM du 27 octobre 2005 portant statut général des fonds nationaux de financement.